GROUPE PARLEMENTAIRE

UNION PROGRESSISTE LE RENOUVEAU (UP-R)

INTERVENTION DANS LE DÉBAT GÉNÉRAL EN PRÉLUDE AU VOTE DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2026

Assemblée nationale du Bénin

Porto-Novo, le 4 décembre 2025

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Chers collègues députés,

Distingués invités,

Il est des moments au cours desquels une Nation se regarde avec lucidité, mesure le chemin parcouru et affirme avec détermination le cap qu'elle entend maintenir. Le débat général précédant le vote de la Loi de finances pour la gestion 2026 appartient à ces moments d'exigence, de responsabilité et de vérité.

Le budget qui nous est soumis n'est pas un budget ordinaire. C'est un budget-orientation, un budget-bilan, mais surtout un budget-projection, la projection d'un pays qui a décidé, depuis 2016, de ne plus subir, mais de se transformer.

Cette déclaration que j'ai l'honneur de présenter au nom du groupe parlementaire UP le Renouveau se fera en trois parties que sont :

- Une rétrospective sur la décennie qui s'achève.
- Notre appréciation sur le budget 2026 qui nous est soumis.
- Et l'explication du vote que fera notre groupe parlementaire.

I. **2016-2026 : UNE DÉCENNIE DE COHÉRENCE, DE RIGUEUR ET DE TRANSFORMATION**

Chers collègues,

En 2016, notre pays se trouvait à la croisée des chemins. Continuer comme avant ou rompre : voilà l'alternative. Le choix de la Rupture a été fait, un choix difficile, parfois incompris, mais un choix nécessaire.

Dix ans plus tard, les faits parlent d'eux-mêmes.

1. Une gouvernance modernisée, assainie, responsabilisée

La Rupture, ce n'est pas une posture : c'est une méthode. Une méthode fondée sur :

- la discipline budgétaire,
- la redevabilité,
- la planification stratégique,
- la reddition de comptes,
- la fin des réseaux parallèles et des improvisations.

Aujourd'hui, l'État béninois inspire confiance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Notre signature financière est solide, notre gouvernance est citée en exemple.

2. Une économie plus productive, diversifiée et résiliente

Le Bénin n'est plus cette économie dormante, dépendante, vulnérable. Grâce aux investissements records dans :

- les infrastructures routières,
- l'énergie,
- l'hydraulique,
- le numérique,
- l'agriculture,
- le tourisme, et j'en passe.

notre pays s'est repositionné dans l'espace régional comme une économie en mouvement, lisible et attractive.

3. Des progrès sociaux concrets

La décennie écoulée n'a pas été que réformes économiques. Elle a aussi été réformes sociales structurantes :

- cantines scolaires et hausse de la scolarisation,
- renforcement de l'enseignement technique et agricole,
- hôpitaux modernisés,
- inclusion économique des femmes,
- microcrédit renforcé et digitalisé,
- programmes d'employabilité pour les jeunes,
- protection sociale étendue.

Nous n'avons pas fait des promesses ; nous avons livré des résultats.

4. La sécurité : une priorité assumée

Grâce aux investissements massifs, au recrutement et à la professionnalisation des forces de défense et de sécurité, notre pays reste un îlot de stabilité dans une région secouée.

Nous honorons ici la mémoire des soldats tombés pour la patrie.

5. La justice : l'un des chantiers les plus audacieux

Le secteur judiciaire est l'un des plus transformés :

- nouveau Code pénal ;
- nouveau Code de procédure pénale ;

- réforme de la magistrature ;
- juridictions modernisées et spécialisées ;
- infrastructures judiciaires renforcées ;
- digitalisation progressive ;
- lutte ferme contre la corruption et les crimes économiques.

6. Le système de santé : une révolution

Jamais notre pays n'avait engagé un programme hospitalier d'une telle envergure :

- Centre Hospitalier International de Calavi,
- hôpitaux de zone modernisés,
- Le SAMU réorganisé avec des ambulances médicalisées,
- programme des 22 hôpitaux de type II.

À cela s'ajoute la réforme du secteur pharmaceutique :

- La modernisation de la CAME a conduit à la création de la SoBAPS
- La lutte contre les faux médicaments est devenue une réalité.
- La disponibilité accrue des médicaments essentiels est assurée.
- L'Assurance pour le Renforcement du capital Humain (ARCH) est en marche.

7. L'état civil et l'identité nationale sont désormais modernisés.

Avec le RAVIP, le NPI et la digitalisation progressive de l'état civil, le Bénin sait désormais qui il administre. Cela change tout : protection sociale, planification, sécurité, lutte contre la fraude documentaire etc.

8. Une administration publique qui retrouve ses lettres de noblesse.

La construction :

- des cités administratives départementales,
- de la Cité ministérielle mise en service le 1er octobre 2025,

montre une volonté cohérente : rapprocher l'État du citoyen et moderniser durablement le service public.

9. Des infrastructures publiques aux standards internationaux.

En dix ans :

- 2 500 km de routes sont construites
- des zones industrielles ont vu le jour dont la GDIZ est la plus emblématique.
- 22 stades communaux sont opérationnels sur le plan sportif.
- plus de 35 marchés modernes ont été construits et sont entrain d'être mis en service progressivement.
- plusieurs infrastructures culturelles sont en cours de construction.
- l'assainissement urbain intensif est devenu une réalité.

En un mot, notre pays a changé de visage.

Le Groupe parlementaire UP-R salue le leadership du Président Patrice Talon et la collaboration institutionnelle constructive du Président de l'Assemblée nationale, Louis Gbèhounou Vlavonou.

II. LE BUDGET 2026 : UN BUDGET DE CONSOLIDATION ET DE PROJECTION

Le PLF 2026 s'élève à 3 783,984 milliards FCFA contre 3.551 milliards en 2025, soit une hausse de 6,56 %.

Le déficit budgétaire est maîtrisé à 2,7 % du PIB et est conforme aux normes de l'UEMOA.

La croissance projetée pour 2026 est de 7,5 %, soutenue par :

- l'agriculture,
- l'énergie et l'eau,
- l'industrie,
- les infrastructures,
- l'augmentation de la masse monétaire,
- la vitalité du secteur privé.

1. Un budget résolument social

46,6 % du budget est consacré aux secteurs sociaux (contre 43,4 % en 2025).

Soit 1 429 milliards FCFA d'investissements dans :

- l'éducation,
- la santé,
- la protection sociale,
- l'énergie,
- l'eau et assainissement,
- l'emploi,
- le logement,
- la culture et les sports.

2. Le genre et les droits des enfants pleinement intégrés

Pour la première fois :

- les 21 ministères intègrent la budgétisation sensible au genre ;
- 30,9 % du budget est sensible aux droits des enfants.

3. Un soutien clair aux secteurs productifs

- l'agriculture est structurée autour des nouvelles sociétés publiques (SoBAA, SODESEP, SONAMA, SODAPA, FNDA) ;
- le secteur énergétique est renforcé avec une quinzaine de projets majeurs ;
- l'industrialisation est en marche.
- l'emploi et l'insertion avec le PSIE, ProDIJ, Azôli, PSPIE, etc font leur chemin.

4. Une fiscalité stable, sans augmentation d'impôt

Aucun nouvel impôt.

Aucune hausse de taux.

Élargissement de l'assiette et lutte contre l'informel.

5. Une dette maîtrisée

Tous les indicateurs demeurent en-dessous des seuilsde l' UEMOA et du FMI.

III. EXPLICATION DU VOTE DU GROUPE PARLEMENTAIRE UP-R

Mesdames et Messieurs,

Ce budget prolonge dix ans de réformes cohérentes. Il n'est pas un budget d'annonces ; c'est un budget de transformation réelle. Il prépare le futur, notamment à l'horizon 2060, désormais inscrit comme perspective stratégique.

Nous votons ce budget pour :

1. Continuer la transformation économique

L'industrialisation, la transformation agricole, l'innovation doivent s'intensifier.

2. Approfondir la politique sociale

L'employabilité durable des jeunes, les besoins des ménages, la demande d'équité imposent de poursuivre l'effort.

3. Moderniser encore la justice

Digitalisation, célérité des procédures, renforcement de la confiance citoyenne.

4. Consolider la sécurité et la cohésion nationales

Le Bénin doit rester un havre de paix etde stabilité.

IV. CONCLUSION : CHOISIR LA RESPONSABILITÉ ET LA CONTINUITÉ

Chers collègues,

Que l'on soit UP-R, BR, LD ou non-inscrit, une vérité s'impose :

ce que notre pays a accompli en dix ans, très peu de nations comparables l'ont réalisé.

Le PLF 2026 n'est pas un budget partisan.

C'est un budget de raison, de responsabilité et d'ambition nationale.

Il mérite un vote large, un vote fédérateur, un vote qui dépasse les clivages.

Car ce budget est cohérent, il est responsable, il est ambitieux, il prépare l'avenir, et consolide un Bénin moderne, juste, stable et prospère.

Pour toutes ces raisons,

le Groupe parlementaire Union Progressiste le Renouveau votera résolument pour le budget 2026.

Je vous remercie.